

Quel avenir pour la transition énergétique aujourd'hui ?

En ce qui concerne les moyens de production d'énergie, générateurs de gaz carbonique, ils font partie des nuisances réelles et potentielles en rapport avec le réchauffement climatique, la protection de la biodiversité et la lutte contre la pollution sous toutes ses formes maritime, terrestre ou atmosphérique et des déchets de toute nature. Comme « suiveurs », les dirigeants ont tous mis une dose de « vert » dans leurs discours électoraux, entraînant d'importants bouleversements industriels en matière de production d'énergie.

De la transition énergétique aux « énergies renouvelables »

Désormais on ne parle plus d'énergie, mais de transition énergétique avec des « énergies renouvelables ». Qu'il s'agisse de la « voiture électrique », de l'« éolien » et du « solaire », ce seront déjà des dizaines de milliards d'euros qui risquent d'être gaspillés ne serait-ce qu'en France pour des résultats médiocres et sans issue.

La voiture électrique n'est qu'une parenthèse temporelle

La « prime de reconversion » et le « bonus écologique » pour l'achat d'un véhicule électrique ne suffiront pas à mobiliser les particuliers pour franchir le pas. Pour 1,5% du parc automobile français, le coût du « tout » électrique nécessite à terme la mise en place de centaines de milliers de bornes d'alimentation. Pour l'État, donc pour le contribuable, ce montant dépassera largement la dizaine de milliards d'euros pour assurer moins de 10% du parc, essentiellement en urbain. De son côté, l'Allemagne joue placée. Pour le « roulez électrique », elle est en pleine reconversion mais vers l'« hybride » pour poursuivre sa politique vitale d'exportation (60% dans l'Union, 40% dans le monde). Quant à l'hydrogène, personne n'en parle concrètement, hormis les Allemands et les Suédois

L'« éolien » est un leurre

Cette autre option d'« énergie renouvelable », est déjà développée et mise en service dans l'UE, pour tenter à la fois de satisfaire la demande en énergie et répondre au souci de réduire les émissions de carbone. Pourquoi, après des années d'expérimentation, ce processus est-il déjà fortement contesté ? C'est un échec confirmé pour l'Allemagne. La France, très en retard, voudrait mettre les « bouchées double » et envisage de développer son implantation avec une préférence pour les parcs en « mer ».

Pour le solaire, rien n'est évident

Parler du « solaire » dans l'Union européenne n'est pas facile, compte tenu de l'engagement de certains pays. C'est une autre option qui a été envisagée. Notre absence dans ce domaine est notoire. Des coûts inutiles, avec 2% de l'énergie fournie par le « solaire », la France se situe aujourd'hui au 18ème rang européen !

Chercher à imaginer que leur développement est une solution pour relancer l'industrie en France est une erreur fondamentale. Notre pays le regrettera très vite et aura du mal à s'en remettre.

Les besoins énergétiques dans l'Union

Pour satisfaire la demande, l'Union européenne importe 54 % de son énergie : environ 40 % de son charbon, 60 % de son gaz et 80 % de son pétrole, sachant qu'elle ne dispose que de faibles ressources en hydrocarbures et ne produit que peu d'énergie. Sa dépendance est forte, principalement vis-à-vis de la Russie et du Moyen-Orient. Se situent en dehors de l'ensemble le Royaume-Uni (pétrole et gaz) et la France (nucléaire).

La France a l'avantage d'être en retrait par rapport à ses principaux concurrents européens. Le pétrole représente 46% de l'énergie totale consommée dans le pays contre 20% pour le gaz naturel, 19% pour le nucléaire, 12% pour l'hydraulique et enfin 3% pour le charbon.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'énergie fournie par le nucléaire représente 78% de la consommation électrique du pays. La filière nucléaire, avec la France en tête, concerne 14 pays dans l'UE. Le recul dans ce secteur, souvent résultant de décisions politiques, est de mauvais augure. Une véritable relance de cette filière est indispensable surtout en France.

L'attitude de l'Allemagne sur le plan énergétique n'est pas rassurante alors que ses besoins sont considérables. Nul n'est dupe de sa situation. Ses résultats éoliens et la prochaine fermeture de ses dernières centrales nucléaires en 2022 sont là pour satisfaire ses engagements politiques. En relançant l'option carbone avec l'ouverture prochaine de nouvelles centrales, elle confirme, son échec !

Des voies sans issue à contester sans équivoque

Les scientifiques, les écologistes et les politiques ignorent ou font mine d'ignorer avec cynisme, le désastre environnemental que représente le développement du « tout » électrique pour la planète et l'environnement. Il accentue l'utilisation de métaux rares entraînant des dégâts considérables dans les pays producteurs avec une forte dépendance de la Chine.

Ces approches sont tout à fait contestables. Les coûts des recherches et des investissements seront considérables, chiffrés dans l'UE à plusieurs centaines de milliards d'euros pour des performances discutables. La France avec son retard n'est pas dans la course. C'est peut-être un bien et là sa chance !